

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques au Comité Technique Local du 20/05/2016

Monsieur le Président,

Solidaires Finances Publiques, ainsi que les autres organisations syndicales de la DGFIP, ont décidé de boycotter le Comité Technique de Réseau du 19 mai.

En effet, au-delà de la situation sociale du pays et de la mobilisation contre les régressions sociales, la situation de la DGFIP impose de tirer la sonnette d'alarme.

Depuis 2002, les décisions prises n'ont cessé de l'affaiblir: restructurations incessantes, suppressions d'emplois, choix budgétaires.

A l'heure où le gouvernement fait semblant de s'offusquer de l'ampleur de la fraude fiscale, à l'heure où les collectivités ont plus que jamais besoin d'une fonction publique de qualité, garante de l'équité aussi bien que de la rigueur dans l'utilisation des deniers publics, la DGFIP, sous couvert de modernisation, signe son démantèlement.

Le maillage territorial fin, qui faisait sa richesse, est sacrifié: d'abord on spécialise, avant de fermer des structures qui ne seront rapidement plus viables.

Aujourd'hui, il y a urgence à agir: il faut stopper les suppressions d'emplois, décider d'un moratoire sur les restructurations, engager une réflexion sur l'accès au service public, renforcer les droits et les garanties des agents, et permettre une vraie reconnaissance de leurs qualifications.

Nous vous demandons Monsieur le Président, d'intervenir auprès de la Direction Générale afin que ces mesures soient mises en place le plus rapidement possible.

Nous nous retrouvons aujourd'hui en comité technique local (CTL) pour aborder à nouveau le sujet de la restructuration du réseau de la DDFIP 89 en 2017, dans la mesure où la direction générale n'a pas validé tous vos projets.

Cette nouvelle convocation du CTL va, certes, augmenter l'indicateur de dialogue social au sein de notre direction pour l'année 2016, mais aussi, malheureusement, celui du stress lié au travail pour une partie des agents des services concernés par les restructurations.

Nous aurons donc l'occasion de revenir sur le sujet du stress ressenti par vos agents et sur leur mal-être au travail au travers du baromètre social 2015 également à l'ordre du jour de ce comité.

Concernant les restructurations, les concentrations de services présentes et à venir, pèsent sur les conditions de vie au travail des agents, et sur les possibilités de mobilité choisie qui constituait jusqu'alors un point fort de notre administration.

En fait d'adaptation des structures et du réseau, nous nous trouvons devant une opération de déstructuration induite par l'impossibilité de remplir nos missions avec des moyens humains si contraints.

Prenez garde, Monsieur le Président, de ne pas perdre les technicités qui font que la machine DGFIP, bien que grippée, fonctionne encore.

Concernant le baromètre social local qui traduit le ressenti des agents de la DDFIP 89, nous constatons que 52 % des agents n'ont pas participé à cette enquête faute, selon nous, d'envie ou de temps.

Il ressort de ce baromètre que:

79 % des agents estiment que l'on ne porte pas assez d'importance aux conditions et à la qualité de vie au travail, et 85 % des agents estiment que la part d'écoute des agents n'est pas assez importante.

Cela va à l'encontre de vos affirmations lors de précédentes réunions lorsque vous indiquiez que les agents avaient le sourire lorsque vous annonciez la fermeture de leur service.

Par ailleurs, la charge de travail est de loin la première cause du stress des agents. Solidaires Finances Publiques estime qu'il est important que l'administration identifie les services qui sont le plus générateurs de stress et que les efforts d'accompagnement portent sur ces services en particulier.

Il apparaît également de manière notable que la motivation des agents dans leur travail diminue. Nous mettons en avant depuis plusieurs années la démotivation des agents et ses conséquences désastreuses à moyen et à long terme sur la qualité des services rendus aux usagers. Les chiffres sur l'intérêt des agents pour leur travail montrent bien que ce n'est pas le travail en lui-même qui est en cause, mais bien les conditions dans lesquelles il est exercé.

Nous ne sommes pas surpris non plus de constater que selon les agents, Ulysse 89 n'est pas la meilleure source d'information : peut-être est-ce là une cruelle désillusion pour notre direction locale...

Le climat social est mauvais, voire très mauvais, l'équipe dirigeante locale semble être mise en cause et il existe une véritable rupture, une crise de confiance entre les services et la direction.

Selon Solidaires Finances Publiques 89, et pour les agents de la DDFIP 89 qui ont répondu à ce sondage, l'évolution de la DGFIP est trop rapide et ne va pas dans le bon sens. Ils ont le sentiment que tout va trop vite et que la DG fait bien peu de cas de leur avis sur la question.

C'est un désaveu cinglant de la démarche stratégique de la part des agents de notre département.

La direction locale doit réagir, sans quoi la démotivation à la DGFIP ne va cesser de gagner du terrain et la fierté des agents, de travailler dans cette administration, va finir par s'effriter.